



ENTREPRENEURS DE PROGRES

Revue de presse

Lundi 07 janvier 2019

*Mobile: 0770 88 90 80
Lotissement Sylvain Fourastier
N°08 El Mouradia, Alger
Mobile: 0770 88 90 80
communication@fce.dz
www.fce.dz*

SOMMAIRE

A la une	3
• Exploiter les énergies renouvelables dans les activités agricoles dans le Sud (APS) ..	3
• Forte hausse des importations des CKD sur les 11 premiers mois de 2018 (APS) ...	4
• Carburants : L'Algérie classée 5ème pour les plus bas prix de l'essence et le diesel, et première pour le GPL-c (Algérie Eco).....	5
• Zones frontalières: Un plan-programme socioéconomique en gestation (Le Quotidien d'Oran).....	6
• Pêche et aquaculture: de nombreux projets lancés à Zemmouri (APS).....	7
• Seul contre tous, le gouvernement optimiste pour la croissance et l'inflation en 2019 (TSA)	8
• Marché pétrolier international : « Ne pas courir après le prix du baril » (El Moudjahid).....	10
Commerce.....	11
• Fruits et légumes : Réalisation de plusieurs marchés de gros et de proximité en 2019 (Algérie Eco).....	11
• Soldes d'hiver : Les bonnes affaires (El Moudjahid)	12
• Vente et achat par Internet: Un commerce juteux en pleine expansion (Le Quotidien d'Oran).....	13
Veille.....	16
• IL AURA LIEU DU 24 AVRIL AU 4 MAI 2019 À LA SAFEX : Le Salon de l'automobile revient! (L'Expression)	16

A la une

Exploiter les énergies renouvelables dans les activités agricoles dans le Sud (APS)



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Nouredine Bedoui, a appelé, dimanche dans la circonscription administrative d'In-Salah (750 km Nord de Tamanrasset), à l'exploitation des énergies renouvelables dans le secteur agricole dans les régions du Sud.

"Il appartient d'exploiter les énergies renouvelables, notamment le solaire, dans le secteur agricole à travers les régions du sud du pays, notamment pour la mobilisation des eaux souterraines destinées à l'irrigation comme alternative à l'électrification rurale", a lancé M. Bedoui, lors de l'inspection d'une exploitation agricole spécialisée dans la maïsiculture, au deuxième et avant dernier jour de sa visite de travail dans la wilaya de Tamanrasset.

Le ministre, qui a visité sur site une exposition de produits agricoles cultivés dans la région, a écouté les préoccupations soulevées par les agriculteurs locaux et liées notamment au développement des cultures largement développées dans la région, telles que la tomate.

Il a mis l'accent sur la nécessité d'œuvrer à attirer les investisseurs dans la région pour développer des projets industriels devant permettre l'exploitation de la production agricole locale.

Occupant une superficie de 40 ha dans la commune de Foggaret-Ezzoua (40 km d'In-Salah), cette exploitation dédiée à la maïsiculture est irriguée à partir d'un forage profond de 160 m, équipé et électrifié avec un soutien de l'Etat.

Accompagné d'une délégation composée des ministres des Travaux publics et des Transports et du Commerce, Abdelghani Zaâlane et Saïd Djellab respectivement, et le Secrétaire général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Saïd Harbane, Nouredine Bedoui a procédé, en outre, à la pose de la première pierre pour la réalisation, pour plus de 5 milliards DA, d'une centrale électrique d'une capacité de 160 mégawatts dans la commune d'In-Salah, susceptible de satisfaire la demande croissante des activités industrielles et de la population locale sur cette énergie.

Dotée de générateurs fonctionnant au gaz naturel, de structures de contrôle et de maîtrise, des transformateurs équipés en système anti-incendie, cette installation énergétique, devant être opérationnelle l'été prochain, va assurer l'alimentation sans interruption en électricité et générer 40 emplois, a-t-on expliqué.

Toujours dans le cadre de l'impulsion de la dynamique économique, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a mis l'accent à In-Guezzam sur la nécessité d'oeuvrer de sorte à attirer les promoteurs dans ces régions de l'extrême sud du pays, en vue d'en faire une base d'exportation des produits nationaux vers les pays africains limitrophes et relever les défis économiques.

La délégation ministérielle poursuit dimanche sa visite dans la wilaya déléguée d'In-Salah par l'inspection d'autres projets et installations, avant de tenir une rencontre avec la société civile.

Forte hausse des importations des CKD sur les 11 premiers mois de 2018 (APS)



La facture d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage des véhicules de tourisme s'est établie à 2,482 milliards de dollars sur les onze premiers mois de 2018 contre 1,441 milliard de dollars sur la même période de 2017, a appris l'APS auprès du Centre national des transmission et du système d'information des Douanes (Cntsid).

Ainsi, les importations des véhicules de tourisme (classés dans le Groupe des Biens de consommation non alimentaires) ont augmenté de plus de 1,04 milliard de dollars entre ces deux périodes de comparaison, soit une hausse de 72,3%.

Quant aux importations des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules, elle ont également augmenté pour s'établir à 526,64 millions de dollars sur les 11 premiers mois de 2018 contre 413,17 millions de dollars à la même période de 2017.

Les importations des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et de collections CKD de cette catégorie de véhicules (classés dans le Groupe des Biens d'équipement) ont ainsi connu une hausse de 113,47 millions de dollars (+27,5%).

Ainsi, la facture globale d'importation des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ces deux types de véhicules et l'importation des véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises (produits finis) s'est chiffrée à près de 3,01 milliards de dollars sur les 11 premiers mois contre 1,85 milliards de dollars à la même période de 2017, en hausse de 1,16 milliard de dollars (+63%).

Concernant les importations des parties et accessoires des véhicules automobiles (pièces détachées pour les véhicules d'occasion...), elles ont baissé à 335,4 millions de dollars contre 366,18 millions de dollars, soit une baisse de près de 30,8 millions de dollars (-8,41%).

En outre, les importations des pneumatiques neufs en caoutchouc se sont chiffrées à 133,28 millions de dollars sur les onze premiers mois de 2018 contre 190,22 millions de dollars à la même période de l'année dernière, en baisse de près de 57 millions usd (-30%).

Pour rappel, sur toute l'année 2017, la facture d'importation globale des Véhicules de Tourisme finis et des collections CKD destinées à l'industrie de montage de ce type de véhicules s'était chiffrée à 1,62 milliard de dollars (contre 1,35 milliard de dollars en 2016).

Concernant les importations des Véhicules de Transport de Personnes et de Marchandises et des collections CKD de cette catégorie de véhicules, elles s'étaient chiffrées à 512,6 millions de dollars en 2017 (contre 767,7 millions de dollars en 2016).

Ce qui avait donné une facture globale de 2,13 milliards de dollars en 2017 (contre 2,12 milliards de dollars en 2016).

Selon les derniers chiffres disponibles, le nombre des véhicules de tourisme assemblés localement a atteint 110.000 unités en 2017.

Carburants : L'Algérie classée 5ème pour les plus bas prix de l'essence et le diesel, et première pour le GPL-c (Algérie Eco)

L'Algérie est classée 5ème pays au monde où le prix des carburant (essence et diesel) coûte le moins cher, et première concernant les prix du GPL-c, selon le classement 2018 réalisé par le site spécialisé «Global Petrol Prices».

Selon la même source, le prix du litre d'essence en Algérie est évalué à 0.35 Dollars (41.5 0 DA), le diesel à 0.19 Dollars (22.50 DA), et le GPL-c à 0.08 Dollars (9 DA).

Selon ce classement, le Venezuela est le pays où le litre d'essence coûte le moins cher au monde, il occupe la première place avec 0.01 Dollars/litre, suivi du Soudan 2ème (0.13USD/L), l'Iran 3ème (0.29 USD/L), le Koweït 4ème (0.34 USD/L), le Nigéria 6ème (0.41 USD/L).

Pour le diesel, c'est toujours le Venezuela qui est en tête du classement, avec 0.00 dollars le litre, suivi de l'Iran à la deuxième place avec 0.07 usd/L, le Soudan 3ème (0.09 usd/L), l'Arabie Saoudite 4ème (0.13 usd/L).

Pour ce qui est des prix du GPL-c, l'Algérie qui occupe la tête de ce classement, est suivie par le Kazakhstan avec 0.21 dollars le litre, et la troisième place est occupée par l'Azerbaïdjan avec 0.26 dollars le litre.

En bas du tableau, c'est-à-dire, les pays où les carburants coûtent le plus cher au monde, pour le Diesel on retrouve Monaco à la dernière place avec 1.90 dollars le litre, pour l'essence on retrouve Hong Kong à la dernière position avec 2.01 Dollars le litre d'essence, à l'avant dernière place, Monaco avec 1.98 USD/L. Et concernant les pays où le GPL-c coûte le plus cher au monde, on retrouve la Suède à la dernière place du classement avec un prix de 1.13 dollars le litre, juste avant arrive la France avec 0.97 dollars/L et la Suisse avec 0.92 dollars/L.

Les pays comme la Norvège, l'Islande, les Pays Bas, l'Italie, figurent dans le top 10 des pays où l'essence coûte le plus cher.

Selon Global Petrol Prices le prix moyen de l'essence mondial, est de 1.09 (Dollar US) le litre. Le prix moyen du diesel est de 1.03 dollars et le prix moyen du GPL-c est de 0.62 dolalrs.

«Il y a une différence importante de ces prix entre les différents pays. Généralement, les pays riches ont des prix plus élevés tandis que les pays plus pauvres et les pays qui produisent et exportent pétrole ont des prix nettement plus bas», a noté la même source, qui a ajouté les Etats-Unis sont l'exception, un pays économiquement avancé avec des prix bas de l'essence.

La même source a noté également que «les différences de prix entre pays sont à cause de diverses taxes et subventions pour l'essence. Tous les pays ont accès aux mêmes prix du pétrole sur les marchés internationaux, mais ils imposent des taxes différentes. En conséquence, les prix de l'essence sont différents».

Toutefois, même si les prix de l'essence en Algérie sont parmi les moins chers au monde, les algériens jugent le prix de 41.5 DA très élevé. Notamment, après les augmentations décidées par le Gouvernement sur les carburants en 2017 et 2018. A noter également que, le prix du carburant en Algérie est subventionné par l'Etat.

Zones frontalières: Un plan-programme socioéconomique en gestation (Le Quotidien d'Oran)

L'Agence nationale de l'aménagement et de l'attractivité du territoire est en train d'élaborer un plan-programme socioéconomique qui va bénéficier aux différentes zones frontalières. «C'est un programme issu du schéma national d'aménagement du territoire,» nous a précisé hier le directeur d'études de l'ANAAT en marge des activités du ministre de l'Intérieur à In Salah. Ali Benseddik fait savoir que le SNAT a défini 9 zones frontalières qu'on qualifie de «territoires sensibles.» Il estime que cette sensibilité a été accrue et développée ces dernières années «avec tout ce qui se passe un peu partout à nos frontières.» Il est donc prévu, selon lui, «de réfléchir sur leur stabilisation, leur sécurité et leur développement en les aidant à

mettre en place une économie locale basée sur la valorisation des ressources et potentialités locales.» Pour lui, «le plan programme, en cours de finalisation, s'inscrit dans la perspective de l'objectif Maghreb ou régional, ce qui exige de nous de mettre en place les conditions nécessaires de stabiliser les populations.

Il est donc question à cet effet, «de créer des plateformes logistiques pour alimenter ces territoires et développer tout ce qui est exportable.» Le chargé d'études de l'ANAAT affirme que la mouture finale de ce plan programme sera prête «d'ici un mois.» Plan qui sera mis en œuvre, pense-t-il, au courant de cette année.

Pêche et aquaculture: de nombreux projets lancés à Zemmouri (APS)

De nombreux investisseurs privés ont bénéficié, samedi à Boumerdès, de contrats de concession et des permis de construction nécessaires pour le lancement de leurs projets au niveau de la zone d'activités spécialisée dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture de Zemmouri (à l'Est de la wilaya).

Les contrats de concession et les permis ont été remis au cours d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche, Abdelkader Bouazghi.

Sur place, un exposé sur cette zone "unique du genre à l'échelle nationale", a été présenté au ministre, qui a, par la suite, procédé à la pose de la première pierre de réalisation d'un projet pour la fabrication d'équipements destinés à l'élevage aquacole.

Selon les explications fournies à M. Bouazghi par le bureau d'études en charge de ce projet privé, cet investissement devrait entrer en exploitation en mars 2020.

La capacité de production future du projet devrait atteindre près de 250 cages pour l'élevage aquacole, avec une capacité de production prévisionnelle de près de 25.000 tonnes/an de poissons de différents types, outre la création de plus de 60 emplois.

"La wilaya de Boumerdès dispose de capacités d'investissement énormes au niveau de cette zone d'activités unique, aux normes internationales", a estimé le ministre dans son intervention, à l'occasion.

Il a signalé sa destination aux "seuls investisseurs des domaines de l'aquaculture et de la pêche", qui constitueront, a-t-il dit, "un soutien aux activités de l'aquaculture".

Il n'a pas omis, en outre, de souligner le "sérieux" constaté chez ces investisseurs privés, qui s'apprêtent au lancement effectif de leurs projets, tout en se félicitant de la présence à proximité de cette zone, d'un centre de formation professionnelle dédié à la formation dans les domaines de la pêche et de l'aquaculture, unique du genre à l'échelle nationale.

Un fait qui va concourir, selon lui, "à une cohésion entre les deux secteurs (formation et pêche)", de manière à soutenir la qualité de la production et relever le niveau de compétitivité entre les investisseurs de la wilaya.

Le ministre de l'Agriculture, du développement rural et de la pêche a, également, relevé la qualité des investissements prévus à l'implantation au niveau de cette zone, notamment en matière de fabrication d'embarcations de différents types et calibres et autres équipements nécessaires pour l'activité aquacole, a-t-il indiqué.

"La production piscicole à Boumerdès est assez bonne", a encore estimé Bouazghi, prévoyant la promotion de la région, à l'avenir, "en un modèle" dans le domaine.

S'étendant sur une assiette de 25 ha, repartis en 46 lots, la zone d'activités spécialisée dans les métiers de la pêche et de l'aquaculture de Zemmouri, qui en est au stade de finalisation de ses travaux d'aménagement, a été dotée d'une enveloppe de plus de 400 millions de da.

Une quinzaine des lots en son sein sont destinés aux projets en aquaculture, au moment où le reste sera dédié aux métiers de la pêche, a-t-on expliqué, sur place.

Seul contre tous, le gouvernement optimiste pour la croissance et l'inflation en 2019 (TSA)

En 2019, le gouvernement compte bien récolter les fruits d'un financement très généreux de l'économie en termes de progression de l'activité économique. Il prévoit une croissance de 2,6% pour l'exercice, avec une croissance hors hydrocarbure de 3,2%, selon les données dévoilées en décembre dernier par le ministre des Finances Abderrahmane Raouya.

Les secteurs de l'industrie, du bâtiment, des travaux publics, de l'habitat, de l'agriculture et des services contribueront à l'accélération de l'activité économique en 2019 en dépit du recul du secteur des hydrocarbures, précisait le ministre des Finances.

Dans le détail, les prévisions du gouvernement font état pour cette année d'un recul de la production du secteur des hydrocarbures de 1% qui devrait être compensé par la contribution à la croissance des secteurs du bâtiment et des travaux publics à hauteur de 4,7%, de l'industrie (5%), de l'agriculture (3,7%) et des services (1,8%).

La Banque Mondiale pointe une « croissance anémique »

Cet optimisme du gouvernement n'est pas partagé par les institutions financières internationales, Banque Mondiale et FMI en tête. Elles sont un peu moins optimistes que le gouvernement algérien, même si leurs prévisions pour l'année à venir n'ont rien d'apocalyptique.

À la mi-octobre, le dernier rapport de la Banque Mondiale sur l'Algérie avait annoncé, pour 2018, une croissance de seulement de 2,5 %, un chiffre très inférieur aux 3,5 % qui avait été prévu en avril dernier. Le

rapport de la BM prédisait en outre un nouveau ralentissement de la croissance qui devrait être de 2,3 % en 2019.

La Banque Mondiale notait qu'« il sera difficile pour le taux de croissance du PIB de dépasser le seuil de 2% sur la période 2019/2020, ce qui représente une progression anémique pour un pays à revenu intermédiaire comptant une très forte proportion de jeunes ». La même institution n'hésitait pas à ajouter que les autorités algériennes auront du mal dans ce contexte à « résister à la tentation de retarder à nouveau le rééquilibrage des finances publiques ». Un pronostic largement confirmé par la dernière Loi de finances.

Une inflation toujours maîtrisée l'année prochaine

Le gouvernement prévoit également une maîtrise des pressions inflationnistes, avec une hausse des prix contenue à 4,5% en 2019, soit sensiblement le même niveau que celui enregistré en 2018.

Dans ce domaine c'est le FMI qui se montre moins optimiste que les autorités algériennes en prévoyant, dans ses publications d'octobre dernier, un taux d'inflation de 6,7% en 2019.

À propos du financement non conventionnel, Le FMI exprimait un point de vue très tranché : « Le financement non conventionnel va contribuer à aggraver les déséquilibres financiers internes et externes dont souffre déjà l'économie algérienne ».

Il recommandait son abandon pur et simple, dès l'année 2018, en évoquant d'autres alternatives que la planche à billets, notamment l'émission de titres de dette publique au taux du marché, des partenariats publics-privés, des ventes d'actifs et des « emprunts extérieurs pour financer des projets d'investissements bien choisis ». Des recommandations qui n'ont pour l'instant reçu aucun écho de la part des autorités algériennes.

| LIRE AUSSI : 2018, année de la planche à billets

Poursuite de la stabilisation de la valeur du dinar

Mais c'est certainement à propos de la gestion de la valeur du dinar que les positions de l'Algérie et du FMI sont les plus éloignées.

Les experts du FMI se montrent plus que sceptiques à propos d'une gestion de la monnaie nationale qui a conduit, depuis juin 2016, à stabiliser presque complètement la valeur du dinar par rapport au dollar.

Au printemps dernier, ils affirmaient encore : « Les politiques monétaire, financière et de change devraient soutenir l'ajustement. La poursuite des efforts, en vue d'aligner le dinar sur la situation fondamentale de l'économie, combinée à des mesures visant à la résorption du marché de change parallèle, favoriserait l'ajustement budgétaire et extérieur »

Pour l'année 2019, si on en juge par les prévisions annexées à la dernière loi de finance, la politique de stabilisation du taux de change va se poursuivre avec une parité dinar/dollar qui devrait se situer autour de 118 dinars/dollar en 2019, soit le même niveau que celui qui a été atteint à la fin de 2018 .

Abderahmane Raouya a confirmé à plusieurs reprises, devant les parlementaires notamment, que le gouvernement est fermement décidé à stabiliser « au cours des 3 années à venir » la valeur du dinar, en

continuant à ignorer, au passage, superbement l'existence du marché parallèle de la devise.

Marché pétrolier international : « Ne pas courir après le prix du baril » (El Moudjahid)

Il grimpe, il chute, le prix du pétrole. Un chapelet de paramètres, pas forcément économiques, déterminent sa tendance. Pour une meilleure présence sur le marché international, l'Algérie «ne doit pas être scotchée au seul paramètre du prix du baril», commente le Dr Mohamed Saïd Beghou, expert en énergie, joint hier au téléphone.

Quelle stratégie adopter ? «Préparer l'avenir, soit le moyen et le long termes», explique l'universitaire, ajoutant qu' «il faudra au moins 20 ans au non conventionnel pour être exportable.

Et le développement du schiste et de l'off-shore est également de longue haleine». S'ajoute le retard accusé par le Programme national des Energies renouvelables pour produire 22.000 MW à l'horizon 2030, et la consommation davantage grandissante du gaz naturel. Pour les EnR, le Dr Beghou soutient que ledit programme, révisé en 2015, «devait produire 20% de l'objectif durant la première phase (2015-2020), soit 4.525 MW et 17.475 MW entre 2021 et 2030 (seconde phase)». Or, on n'est qu'à 400 à 500 MW à une dizaine d'années de la fin du projet. «Il reste à réaliser 21 500 MW.

À cette vitesse d'avancement du projet (environ 100 MW par an), il nous faut deux siècles pour atteindre l'objectif», dira, sentencieux, l'expert. Quant au gaz naturel, il relève l'amenuisement des réserves année après année, affirmant que «nous avons toujours voulu et espéré que ces deux sources d'énergie se croisent pour s'accompagner l'une l'autre dans la transition énergétique, mais cette cohabitation risque de ne pas voir le jour». D'autre part, le Dr Beghou évoque les contrats de long terme qui commenceront à expirer dans les 2 à 3 années à venir. «Il va y avoir certainement des reconductions de contrats, mais de courte à moyenne durée (pas plus de 10 années en général) avec des volumes à livrer vraisemblablement moins conséquents et des prix plus bas, car il ne faut pas oublier que le marché gazier européen est en profonde mutation depuis les «directives gaz» (ouverture à la concurrence du marché du gaz naturel en Europe au début des années 2000)», souligne-t-il. Et d'enchaîner : «nos recettes vont bien évidemment chuter non seulement à cause des prix bas, mais aussi à cause de notre marché intérieur qui se substitue aux exportations». Par ailleurs, à une question liée à la prochaine réunion de l'Opep, en avril 2019 à Vienne, l'expert souligne qu'elle sera essentiellement consacrée à évaluer l'effet sur le marché de la réduction de la production décidée le 7 décembre dernier.

Ce rendez-vous qui se tiendra à deux mois de la fin de la durée de réduction, «sera décisif et va permettre à l'Opep d'envisager la reconduction de l'accord de coopération avec les non-Opep et adopter une

stratégie pour gérer le reste de l'année 2019 durant laquelle la production du brut américain ambitionne d'atteindre, voire dépasser les 12 millions b/j, car trois grands oléoducs vont être tirés dans le bassin «Permian» et permettront de booster le transport, libérer les stocks et exporter jusqu'à 4 millions b/j en 2020 contre 2.2 millions b/j actuellement, ce qui va élargir davantage l'offre mondiale et baisser les prix». Ainsi, poursuit le Dr Beghou, «tout porte à croire que l'Opep procèdera à une autre réduction de sa production au terme des 6 prochains mois».

Commerce

Fruits et légumes : Réalisation de plusieurs marchés de gros et de proximité en 2019 (Algérie Eco)



Plusieurs marchés de gros et de proximité des fruits et légumes seront réalisés au courant de l'année 2019, a indiqué, ce dimanche 6 janvier, Aïssa Bekkaï, le directeur général de la régulation et de l'Organisation des activités au ministère du Commerce.

«Les efforts seront concentrés cette année sur la réalisation des marchés de gros des fruits et légumes», a-t-il affirmé sur les ondes de la chaîne¹, en relevant que «le problème au niveau des nouveaux quartiers et cités, si l'inexistence de marchés de proximité».

Bekkaï a fait savoir que, son département travaillera en collaboration avec le Ministère de l'intérieur sur le lancement de plusieurs marchés de proximité et de marchés couverts.

«2019, sera l'année de la réalisation des marchés de proximité, dont le gouvernement a chargé la société spécialisée dans la réalisation et gestion des marchés de gros «MAGROS» pour la réalisation de ces infrastructures», a-t-il expliqué.

Cette société, selon Bekkaï a déjà été chargée de la construction de 8 marchés de gros au niveau national, dont celui de Sétif réceptionné l'année dernière.

A ce propos, le même responsable a précisé que, le marché de gros de Bourached de Ain Defla qui connaît les dernières retouches avant d'être réceptionnés, celui de Sidi Abdelmoumen à Mascara a atteint 76% de taux d'avancement des travaux, celui de Guelma (77%), le marché de gros d'Ouargla (58%), celui de Ain Ouessara (Djelfa) (78%), quant au marché

de gros de Oued El Othmania à Mila, le projet a été lancé en 2018 et est toujours en cours de réalisation.

Et jusqu'à leur réception, selon Bekkaï, ces marchés de gros seront renforcés par les marchés de proximité et marchés couverts dans toutes les wilayas.

«La réalisation de ces marchés de gros, renforcés par les marchés de proximité, permettra une stabilisation de l'approvisionnement, et nous verrons les fruits de ces efforts consentis durant le deuxième semestre de l'année 2019», a affirmé Bekkaï.

Soldes d'hiver : Les bonnes affaires (El Moudjahid)

Les soldes démarrent bientôt. Commerçants et consommateurs sont déjà prêts. La saison des soldes d'hiver a été fixée pour la wilaya d'Alger du 18 janvier au 28 février 2019, a indiqué récemment, le directeur du Commerce de la wilaya, Karim Kech. La délivrance des autorisations au profit des commerçants et opérateurs économiques au niveau de la capitale a déjà commencé. L'objectif est de promouvoir la culture de ventes en soldes en vue d'en faire un acte commercial ancré dans les pratiques et conduites du consommateur et du commerçant.

C'est que le commerce malgré la conjoncture économique difficile est un des secteurs clés, qui a su rester compétitif et défendre sa place. La période de réductions est profitable pour tous et pour le consommateur qui pourrait faire de bonnes affaires grâce au caractère exceptionnel de ces réductions et pour le commerçant qui sera bénéficiaire d'une concurrence accrue mais loyale sur des produits divers et attrayants. Il s'agit de ventes réglementées, sous forme de vente en soldes, promotionnelle et liquidation, sont une excellente opportunité pour les commerçants afin de profiter de l'engouement des consommateurs et de dynamiser et de promouvoir leurs activités, tout en offrant aux consommateurs une panoplie choix, en produits divers plus variés et à des prix promotionnels. Le but de cette opération de ventes en soldes est bien entendu de stimuler le tissu commercial et renforcer la concurrence dans le marché. Pour eux, c'est surtout l'occasion d'attirer la clientèle et épuiser le stock de marchandise pour le remplacer par de nouvelles collections. A l'évidence, ces réductions tout attendues font le bonheur des petites bourses. Pour assurer le succès de cette opération, les agents de contrôle seront appelés à intensifier leur patrouille visant à contrôler tous dépassements par les commerçants et à éviter une concurrence «déloyale», et bien sûr les procédures pénales seront prises contre les commerçants contrevenants qui affichent des soldes sans obtenir aucune autorisation et ce conformément à la loi du 23 juin 2004 relative aux modalités d'exercice d'activités commerciales.

Les commerçants vont casser leurs prix en magasin et même les grands magasins promettent des rabais de 50% et plus. Toutes les grandes

enseignes, comme Adidas, Nike, Timberland, Clarks, Puma, Embro, Skechers ... se préparent aussi pour cet événement commercial de plus en plus populaire.

Les bonnes affaires sont déjà là grâce à ces opérations de promotions lesquelles permettent aux clients de profiter de réductions alléchantes, annoncées ouvertement en vitrine ou à l'intérieur du magasin et accessibles à tous les clients. Si vous avez décidé de mettre la main sur des produits que vous avez repéré, c'est le moment de vous préparer. Il convient de rappeler que ces ventes sont organisées conformément au décret exécutif de janvier 2006 fixant les conditions et modalités de réalisation des ventes en soldes, des ventes promotionnelles, des ventes en liquidation de stocks, des ventes en magasins d'usines et des ventes au déballage ainsi qu'à l'arrêté des services de wilaya.

Vente et achat par Internet: Un commerce juteux en pleine expansion (Le Quotidien d'Oran)

De plus en plus d'internautes oranais et algériens en général sont aussi fascinés que les Occidentaux par les nouvelles technologies et le numérique.

Une grande partie de la population est déjà connectée à Internet. Les jeunes générations restent très actives sur leur téléphone mobile, et hyper-connectées à la sphère numérique et en particulier aux réseaux sociaux. Avec l'avènement des nouvelles technologies et le succès grandissant des réseaux sociaux, un nouveau phénomène a vu le jour. Il s'agit des ventes et des achats par internet, le e-commerce. Le principe est très attrayant, mais dans les faits c'est bien plus compliqué que ça en a l'air. Bien qu'il soit très en vogue partout, ce phénomène peine à trouver sa place chez nous. Néanmoins, certaines personnes qui ont flairé le bon coup ont investi le terrain encore vierge et porteur de tous les espoirs. La vente et achat sur internet touche particulièrement l'habillement et les chaussures (l'absence de cabine d'essayage ne semble pas les affecter) suivis par les produits techniques, les produits de beauté et l'alimentaire. Un phénomène nouveau mais qui s'ancre lui aussi dans les habitudes. Le paiement électronique, achats en ligne, paiement par carte, une large panoplie de nouveaux services s'offre aujourd'hui au consommateur. «Si, pour l'instant, les sites officiels de vente, à l'instar de Jumia.dz, ne sont pas nombreux, les pages créées sur le réseau social facebook poussent comme des champignons suivant le nombre d'internautes qui augmente chaque jour.

Ainsi, faire du shopping sans déplacement et d'un simple clic est désormais possible», dira Amin, lui-même vendeur en ligne. «Oui, sur le net ; pas besoin de sortir de chez soi. Un micro-ordinateur ou un simple smartphone suffit pour commander mon article. Je trouve des produits moins chers que dans une boutique classique. Mais il faut être abonné à

ces pages pour dénicher des vêtements d'une excellente qualité à un prix très bas. On y trouve de tout pour tous et pour toutes les bourses», dira Asma, jeune fille, la vingtaine, qui a fait plusieurs affaires sur facebook. «Le problème avec la vente en ligne c'est d'une part le manque de photos permettant d'apprécier vraiment la qualité du produit, et d'autre part l'absence de contact humain qu'on ne trouve que dans les petites boutiques. C'est pourquoi je n'achète pas en ligne», dira Fatima, la cinquantaine, enseignante. «La livraison reste beaucoup coûteuse. Pour un produit qui coûte 1.500 ou 2.000 dinars je dois déboursier entre 500 et 800 dinars de frais de livraison», ajoute-t-elle.

Les pages facebook pour vendre moins cher

«Des centaines de pages facebook proposent toutes sortes d'articles. Artisans, jeunes créateurs, mères au foyer qui tentent d'augmenter leur revenu, trouvent facilement, grâce à facebook, un lieu où exposer et vendre leur produits. Une manière de contourner les démarches très fastidieuses de création d'entreprise. La boutique facebook permet de proposer des produits directement à partir de la page facebook. L'achat est alors réalisé sans sortir du réseau social», ajoute-t-il. Hanout les Oranais, achat vente Oran «pour femmes» entre autres sont toutes des page facebook boutique qui proposent des vêtements et autres accessoires. Gérés par une nouvelle race de traders, les prix sont constamment en solde et négociables à souhait. Les livraisons se font le plus souvent en des endroits publics et accessibles à tous et surtout pourvus d'une grande sécurité, généralement, soit dans des carrefours, places publiques ou aires de repos et de loisirs tels que le jardin citadin. «Ces boutiques virtuelles offrent des prix défiant toutes concurrence, car échappant à toute forme de fiscalité et n'ayant pratiquement aucune charge salariale ou locative. En outre, elles ont l'avantage d'être ouvertes h24 et 7/7 et évitent aux acheteurs les cohues et les longues files d'attente aux caisses. Mais ces page facebook n'ont rien à voir avec le e-commerce. Il s'agit d'une expérience e-commerce en dehors des sites web.

De plus, vendre par l'intermédiaire d'un onglet boutique est entièrement gratuit : facebook ne facture aucun frais», dira un commerçant spécialisé dans le prêt-à-porter. «Tandis que le e-commerce, comme on l'appelle plus communément, consiste à échanger des biens, des services, de la valeur en général, par l'intermédiaire des réseaux informatiques (internet). Les terminaux (supports) utilisés sont multiples, nous pouvons citer à titre d'exemple : la téléphonie mobile depuis l'avènement du smartphone, les tablettes (iPad, Android), les Smart TV etc. Le principe est relativement simple, l'utilisateur passe commande via un site internet spécialisé (un réseau en général et non pas une page facebook) et se fait livrer par son fournisseur via différents moyens (entreprises de livraison, courrier, etc.). Le paiement peut être effectué avant ou après la livraison, selon le fournisseur», explique-t-il. En effet, pour la plupart des vendeurs sur internet, notamment ceux qui gèrent les pages facebook boutique, vendre en ligne revient moins cher que les systèmes de distribution traditionnels, moins de fiscalité, moins de valeur ajoutée. Au départ, en Algérie l'absence d'autorité centrale capable de définir des règles et de les

sanctions a laissé craindre une certaine forme d'anarchie sur Internet et a largement freiné le développement d'activités commerciales sur ce réseau. Dans ce contexte la loi relative au commerce électronique, fixant les règles générales du commerce électronique des biens et des services, a été publiée au dernier journal officiel (N° 28) en juin dernier.

La nouvelle loi est applicable en matière de transactions de commerce électronique dans le cas où l'une des parties au contrat électronique est de nationalité algérienne, ou réside légalement en Algérie, ou étant une personne morale de droit algérien, ou bien si le contrat est conclu ou exécuté en Algérie. Toutefois est interdite toute transaction par voie de communications électroniques portant sur les jeux de hasard, paris et loteries, les boissons alcoolisées et tabac, les produits pharmaceutiques, les produits portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle, industrielle ou commerciale, tout bien ou service prohibé par la législation en vigueur et tous les biens ou services qui requièrent un acte authentique.

En plus, toute transaction par voie de communications électroniques des matériels, équipements et produits sensibles définis par la réglementation est interdite ainsi que tout autre produit et/ou service pouvant porter atteinte aux intérêts de la défense nationale, à l'ordre et à la sécurité publique. Les transactions opérées par voie de communications électroniques sont soumises aux droits et taxes prévus par la législation et la réglementation en vigueur, selon la loi qui stipule que les investissements destinés à l'appui des activités du commerce électronique peuvent faire l'objet de mesures incitatives, conformément à la législation en vigueur. En outre, la vente par voie de communications électroniques d'un bien et/ou d'un service par un e-fournisseur résident à un e-consommateur établi dans un pays étranger est dispensée des formalités de contrôle du commerce extérieur et des changes, lorsque sa valeur n'excède pas l'équivalent en dinars de la limite fixée par la législation et la réglementation en vigueur. L'activité de commerce électronique est soumise à inscription, selon le cas, au registre du commerce ou au registre de l'artisanat et des métiers, et à la publication d'un site ou d'une page web hébergé en Algérie avec une extension «.com.dz». Le site web du e-fournisseur doit être muni des outils permettant son authentification. Il est institué auprès du centre national du registre du commerce un fichier national des e-fournisseurs inscrits au registre du commerce ou au registre de l'artisanat et des métiers.

La beauté en un clic

La vente et achat sur internet touche particulièrement l'habillement et les chaussures, les produits de beauté ne son pas en reste. C'est ainsi qu'un un autre phénomène a fait son apparition l'E-Beauté. Il suffit de mettre en ligne un blog, qui est en ce moment à la mode et surtout gratuit, pour révéler les secrets et des astuces la beauté, comme réussir son maquillage, sa coloration ou sa coiffure, ou encore la manière d'utiliser un matériel spécifique tels que les lisseurs ou sèche-cheveux. En dehors de l'Algérie, des «youtubeuses» qui ont déjà une réputation, reçoivent des produits de la part de plusieurs grandes marques. Nouvelle forme de

promotion et de vente de produit de beauté. Ainsi l'E-Beauté est devenue en quelques années la nouvelle bulle mondiale en matière de cosmétiques. Pour connaître l'affluence de ce phénomène chez nous on s'est rapproché de quelques centres de beauté et de mise en forme. Amel, esthéticienne et gérante d'un grand salon de coiffure à Hai El Akid Lotfi, nous dira «même si je trouve le concept très sympa, je trouve ça dommage que «n'importe qui» puisse «donner des conseils».

Certaines youtubeuses recommandent des fois des produits à base d'ingrédients ultra nocifs, des régimes dangereux, donnent de faux conseils. Je suis esthéticienne et quand je vois des vidéos pareilles ça me révolte un peu. Les vidéos ne remplaceront jamais la technique du maître», assure-t-elle. «Les acteurs de ce domaine doivent être formés dans plusieurs domaines (chimie, cosmétologie, anatomie, dermatologie, législation, stylisme, modélisme entre autres) pour bien maîtriser leur métier de beauté et de forme. Sur ces blogs, certaines donnent des conseils sur les problèmes de peau. N'étant pas diplômées, il semble naturel de remettre en question la légitimité de leur parole. Elles ne font, en effet, référence qu'à leur propre expérience, à d'autres vidéos ou encore à des informations qu'elles ont elles-mêmes trouvées sur Internet».

De son côté, Amina, étudiante qui a déjà tenté cette expérience, nous dira : «Comme je suis étudiante je n'ai pas assez de moyens pour me faire belle, j'essaye de trouver des recettes sur le net à base d'ingrédients déjà disponibles dans ma cuisine. Mais une fois j'ai eu une mauvaise aventure, quand j'ai appliqué un gommage à base de sucre et j'ai commencé à frotter mon visage, j'ai d'abord senti que ça me brûlait, mais ce n'est qu'en l'enlevant que j'ai vu comme mon visage était irrité et depuis, je fais très attention».

Veille

IL AURA LIEU DU 24 AVRIL AU 4 MAI 2019 À LA SAFEX : Le Salon de l'automobile revient! (L'Expression)

Ce rendez-vous emblématique du secteur automobile algérien sera l'un des événements économiques phares de 2019, surtout qu'il aura un accent bien de chez nous...

Après deux absences, le Salon de l'automobile va signer son grand retour! En effet, la Société algérienne des foires et exportations (Safex) a annoncé officiellement les dates de cet événement, tant attendu par les Algériens. Ainsi, les amoureux de l'automobile devront inscrire précieusement sur leurs agendas la dizaine qui va du 24 avril au 4 mai de l'année en cours.

Habituellement organisée au mois de mars, pendant les vacances scolaires, l'élection présidentielle d'avril prochain justifie ce nouveau choix

de date. Une chose est sûre en tout cas, ce rendez-vous emblématique du secteur automobile algérien, sera l'un des événements économiques phares de 2019, surtout qu'il aura un accent bien de chez nous! Le «Made in bladi», sera à l'honneur avec pas moins de 12 marques de véhicules qui font du montage en Algérie.

Il s'agit bien évidemment de Renault et sa sous-marque Dacia, de Sovac et ses quatre grandes marques, à savoir Volkswagen, Audi, Seat et Skoda, Global Motors avec la gamme KIA, de TMC avec Hyundai et prochainement Suzuki et peut-être même, BMW et des nouveaux arrivés de 2019 que sont Peugeot, Nissan, Toyota et le géant chinois Baic. D'autres grandes marques pourraient s'installer d'ici avril prochain à l'image de l'italien Fiat.

Il faut également ajouter les marques qui font dans l'utilitaire, comme Global Motors avec Hyundai Trucks, du Groupe Ival et ses camions Iveco, de AP Frères Salhi et ses camions MAN et des GM Trade, des associés Mazouz et Namroud, qui font les calmions et bus chinois Higer. A tout cela, il faut ajouter l'ANP, et ses véhicules Mercedes-Benz. L'une des plus prestigieuses marques automobiles au monde, a pris l'accent algérien grâce au MDN! L'usine de Aïn Bouchekif a produit, depuis son inauguration, en octobre 2014, par le vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, plus d'une cinquantaine de types de véhicules répondant aux différentes fonctions, disponibles. Il s'agit d'une large gamme de camions, de 4x4 et de bus du label Mercedes-MB. Ils seront certainement exposés, lors de cette foire, à l'instar des modèles phares que sont le 4x4 «Classe G» et les fourgons Sprinter. L'ANP fabrique également des poids lourds Mercedes, à travers la Société algérienne pour la production de poids lourds Mercedes-Benz (Sappl.Mb) à Rouiba. Mieux encore, elle est arrivée à un taux d'intégration très élevé, en se lançant dans la fabrication de moteurs et de boîte à vitesses, en créant la Société algérienne de fabrication de moteurs de marque Mercedes-Benz, Deutz et MTU à Constantine. Une belle brochette de véhicules, bien de chez nous qui, déjà, à elle seule permettra d'organiser ce salon «zappé», ces deux dernières années, à cause du blocage des importations.

L'industrie automobile naissante devrait permettre que cet événement se fasse dans de bonnes conditions, tout en étant la vitrine de l'industrie automobile nationale qui en est à ses premiers balbutiements. Le succès grandiose qu'a enregistré le salon Autowest a ouvert la voie à ce grand retour. Le mois d'avril prochain, sonnera donc comme étant celui de l'automobile....